

L'Éducation, l'enseignement et les défis de la mondialisation **Education, teaching and the challenges of globalization**

Ghoul Lakhdar¹, Benferhat Ghezala^{2*},

¹ Université du Guelma (Algérie), profghoul57@gmail.com.

² Université du Guelma (Algérie), benferhatghezala@gmail.com.

Ghoul Lakhdar¹, Benferhat Ghezala²

¹ University of Guelma (Algeria)

² University of Guelma (Algeria)

Date de soumission 25/ 07/2021 Date d'acceptation 05/06/ 2022 Date de publication 20/ 07/2022

Résumé :

Cet article traite du phénomène de la mondialisation et ses répercussions sur les pays du tiers monde en général et des pays arabes en particulier. Il est devenu évident que le plus grand défi qu'affronteront ces pays, est celui des sciences et des technologies. Ce qui rend la politique éducative adoptée par les pays arabes, l'un des principaux enjeux pour affronter les menaces de la mondialisation et ses dérives, d'autant plus que du facteur humain dépend l'avenir et l'épanouissement des générations futures et leurs prospérités.

Mots clés : Mondialisation - Éducation - Enseignement - Sciences - Sociétés.

Abstract:

This article treat the phenomenon of globalization and its repercussions on Third World countries in general, and Arab countries in particular. As a result, it has become clear that the greatest challenge facing these countries is that of science and technology. From there, the educational policy adopted by the Arab countries becomes one of the main challenges to face the threats of globalization and its drifts, even more since the human factor depends the future and the development of future generations and their prosperity.

Keywords: Globalization; Education; Teaching; Sciences; Societies.

* L'auteur l'expéditeur. Laboratoire de Développement Endogène et Bonne Gouvernance

1. INTRODUCTION : La mondialisation est un phénomène de nature très complexe, elle est multidimensionnelle, elle est aussi un phénomène généralisé qui englobe différents aspects : culturel, économique, social et autres. Le terme mondialisation est lié à l'émergence de liens et d'interconnexions entre les différentes nations, organismes et surtout individus. Les économistes désignent souvent par « Globalisation » l'ultime étape de la mondialisation ou un réseau de libre-échange (au niveau commercial) est établi, ce qui permettra et facilitera la libre circulation des capitaux que la révolution numérique a ensuite intensifiés. Une des conséquences de ce phénomène sont les assauts répétés du secteur privé sur le domaine de l'éducation, raison qui a poussé les syndicats d'enseignants à se préoccuper de la défense de ce secteur comme service public. Mais il faut attendre la fin des années 1990 pour que se manifeste un mouvement d'opposition à la marchandisation de l'éducation, « une des pires conséquences de la globalisation néolibérale en cours », selon les mots de Bernard Charlot (Varón, 2003). La question du commerce international des services notamment éducatifs est l'une des questions majeures posées par la mondialisation et au cœur de cette question, ce sont probablement les aspects liés à la mise en œuvre de systèmes d'enseignement qui occupent une place majeure. Dans ce travail nous analyserons les différentes caractéristiques de la mondialisation et leurs impacts sur le secteur de l'éducation, en essayant de répondre aux questions suivantes : - Qu'est-ce que la Mondialisation et quels sont les impacts de ses différents aspects sur l'éducation ? - Peut-on compter sur la politique éducative pour faire face à ses défis et ses répercussions ? - Quelle place occupe l'Algérie dans ces défis ?

2. Définition de la Mondialisation et de l'éducation :

Avant d'analyser l'impact des différents aspects de la mondialisation sur l'éducation, nous allons d'abord tenter de définir le concept de la mondialisation et de l'éducation en dépit de la limite et la relativité de chaque définition.

2.1. Qu'est-ce que la mondialisation ?

La mondialisation est en réalité un processus qui induit plus de mondial en dépit du national, régional ou local. Aussi, c'est à travers l'économie libérale et l'intensification des échanges commerciaux et financiers que la mondialisation s'est propagée et a conquis très rapidement des nouveaux terrains. Le progrès technique et technologique a aussi beaucoup contribué au processus de la mondialisation : Les moyens de communication et les multi nationales représentent à notre avis des acteurs d'influence considérable sur le comportement des consommateurs, leurs pensées et leurs modes de vie en général. Tous ces facteurs ajoutés à la pression de la logique marchande et financière du capital privé, ont impacté le système éducatif qui a subi des grandes transformations au niveau des modalités, objectifs et priorités. Car cela implique beaucoup de transformations et de changements institutionnels au niveau du secteur éducatif et des politiques éducatives, fortement liés au processus de la mondialisation.

En réalité le terme de mondialisation est aujourd'hui très médiatisé et utilisé d'une manière croissante, dans les sphères médiatiques, politiques et sociales. Elle se définit comme « un processus multidimensionnel concernant différents aspects de la vie des sociétés et des individus. Elle se traduit par l'intensification des flux d'échanges de biens matériels et immatériels. Elle concerne les registres social, culturel, environnemental et économique et de fait interpelle différentes disciplines. Pour les géographes francophones la mondialisation évoque in fine l'avènement du « territoire-monde » et d'une « société-monde », compte tenu de la compression de l'espace-temps. (Ghorra-Gobin, 2017)

Plusieurs chercheurs ont essayé de faire l'inventaire des connaissances liées au concept de mondialisation dans leurs disciplines respectives : en économie, en géographie, en histoire, en science politique et autres. Leurs définitions de la mondialisation affichent des avis partagés entre partisans et opposants, vu les nombreux domaines qu'elle englobe et les différents outils qu'elle utilise. Il y a ceux qui ont une conception unitaire de la mondialisation et voient en elle un moyen d'accroître l'interaction entre différentes régions et peuples, ce qui signifie qu'il est

question de l'interpénétration des cultures, des technologies et des économies. En revanche les opposants à cette conception considèrent la forme actuelle de la mondialisation comme une source des différents problèmes ayant trait à l'hétérogénéité, l'incompatibilité, la fragmentation et l'intégration, l'ordre et le désordre, de l'inégalité, l'exclusion et la solidarité, la domination, l'exploitation et des relations humaines qui sont souvent régies par des rapports de force.

Le penseur Nasreddine El Assed considère la Mondialisation « comme la caractéristique de notre époque et affirme que vouloir aller à l'encontre de ce phénomène ou essayer de l'éviter c'est s'exclure de cette ère » (1999, غربي). C'est pourquoi nous devons rapidement comprendre et intégrer ce phénomène si nous voulons prendre part dans la construction de cette nouvelle politique internationale. Dans le même ordre d'idée, le penseur arabe Mohamed Abed El Djabiri compare la Mondialisation à un train en marche avec ou sans nous ; Celui qui le prendra y aura peut-être une place, quant à celui qui ne le prendra pas, risquera d'être écrasé et perdra même la raison de son existence (1999, دبلّة).

Selon le chercheur français Jean Pierre Warnier (Warnier, 1999) « la Mondialisation représente une nouvelle culture politique, économique et sociale, imposée par les puissances mondiales tout en sachant que le neuf dixième de la population mondiale est impuissant ». La mondialisation est à l'origine un phénomène socio - économique et financier qui se traduit essentiellement par « l'accroissement des mouvements de biens, de services, de main-d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale » (McDowall, 2004). Le débat est toujours ouvert à propos de la définition de la mondialisation, puisqu'il s'agit d'un concept qui ne cesse de se développer et de se construire.

D'après Tarek Mitri, « la mondialisation désigne un processus multiforme de transformations technique, économique, sociale et culturelle qui bouleverse les équilibres internes des régions et des nations ». (Mitri, 1997) Toutefois, nous proposons la définition selon laquelle la mondialisation serait un processus de réduction des frontières entre les nations qui se traduit essentiellement par l'accroissement des interconnexions et des interdépendances économiques, technologiques, sociales, culturelles et environnementales des pays et des individus dans le monde. La mondialisation fait émerger des enjeux de portée, non plus nationale ou locale, mais mondiale. Pour résumer on peut dire que c'est l'interdépendance et l'interconnexion des différents pays du monde et de leurs économies qui caractérisent bien le phénomène de la mondialisation. (Cherkaoui, 1986)

À partir de ces définitions générales on constate que le concept **Mondialisation** fait l'objet depuis de nombreuses années, de débats sur les réalités qu'il recouvre. La nature multidimensionnelle du processus ne permet pas une vision unique du concept selon les spécialités : économie, sociologie, politique, philosophique... Néanmoins il désigne un processus par lequel les échanges de biens et services, capitaux, hommes et cultures se développent à l'échelle de la planète et créent des interactions de plus en plus fortes entre différentes parties du monde.

2.2. Qu'est-ce que l'éducation ?

Le terme éducation soulève en réalité de grandes difficultés en ce qui concerne sa définition. L'éducation est un domaine très vaste qui peut comprendre toutes les activités humaines et qui peut avoir différentes modalités. À cet égard, l'école moderne ou l'institution scolaire n'est qu'une modalité parmi d'autres de l'éducation. L'éducation préscolaire, l'éducation scolaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle sont parmi les principaux secteurs de l'éducation. Par ailleurs, à titre d'exemple, la sociologie, la psychologie, le sport, le handicap et l'environnement, chacune de ces disciplines a sa propre éducation. De là provient la limite de toute tendance à vouloir généraliser une seule définition de l'éducation à toutes ces disciplines. Dans le sens étymologique latin le terme éduquer veut dire, « conduire un être non social à devenir social » (Ariès, et al.1999). Ce qui la rend l'un des principaux processus d'intégration

sociale et intellectuelle de l'individu, à travers la transmission des savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires à l'intégration d'un être au sein d'une société» (Ariès, et al.1999).

Il faut noter que le sens du terme éducation de nos jours tant dans sa forme que dans son contenu a changé, Affecté par l'évolution rapide de l'impact de la technologie sur la vie quotidienne (privée et publique), dans ses dimensions sociales, politiques et économiques. Les ordinateurs (ou autre matériel informatique) et la connexion internet à l'école ou à la maison, sont devenus des éléments essentiels du processus éducatif. Ce qui démontre l'importance et la valeur de l'éducation et ses outils notamment la technologie qui est devenue une nécessité et non un choix et qui a fait de ce monde un petit village, dans lequel l'absence d'un système d'éducation et d'enseignement productif et efficace entrave la capacité d'adaptation aux différentes mutations et changements du monde d'aujourd'hui.

Nous devons donc nous adapter à cette nouvelle réalité imposée par la mondialisation, qui essaye de convaincre le monde à suivre le nouveau système, en adoptant une stratégie qui permet d'améliorer et de développer l'éducation en vue de former des cadres qualifiés. C'est ce qui nous permettra de profiter de la mondialisation, d'éviter ses répercussions et de gagner le pari du développement global, en réponse à l'avènement de la mondialisation et la forte pression de la logique commerciale qui se généralise et qui nous impose la reconnaissance des limites de la conception actuelle de l'éducation, dans la mesure où l'éducation et la formation professionnelle ont pour mission principale la production des « savoirs utiles » correspondants aux besoins du marché mondial globale. En outre, la relation entre les nouvelles politiques éducatives et la mondialisation constitue de nos jours un grand débat qui évoque essentiellement les questions portant sur les nouveaux acteurs qui participent dans l'élaboration des politiques éducatives, la légitimité de la participation de ces acteurs et l'indépendance des politiques éducatives. Le débat autour de la nature de la mondialisation et son impact sur la vie sociale et éducative est très vif entre les différents acteurs de la société, mettant en évidence les différentes dimensions de cette dernière.

3. Dimensions de la mondialisation :

3.1. Dimension Économique de la mondialisation :

La nouvelle économie mondiale se caractérise par la grande activité que connaît le monde aujourd'hui à travers un développement scientifique et technologique méconnu auparavant. Ce qui explique les investissements faits par les grandes compagnies multinationales qui dominent les marchés et les commerces internationaux. Si en 1980 les investissements japonais (hors du Japon) sont évalués à 17 milliard de dollars, ils sont de 217 milliards en 1991, pour atteindre 312 milliards de dollars en 1994. Ceux des États Unis d'Amérique se sont élevés de 110 milliard de dollars en 1980 à 206 milliard de dollars en 1991 pour atteindre les 291 milliard de dollars en 1994. On estime actuellement que 90% des investissements étrangers sont monopolisés par un nombre restreint de pays (12 grands pays industriels dont la démographie ne représente que 8% dans le monde) (1999, سلطنة).

Ces données montrent à quel point les pays industrialisés contrôlent les ressources des nations du tiers monde, ce qui a poussé les chercheurs occidentaux à critiquer la mondialisation, considérant que ses retombées négatives sur les pays pauvres sont plus grandes que les résultats positifs. Dans ce contexte, T. Freedman dit : « Nous sommes devant des combats politiques et des civilisations terribles » (Freedman, 2006). La science et l'américanisation sont les outils forts de cette mondialisation qui ne fait que creuser et agrandir l'écart économique entre les différentes nations. Cette situation a créé d'énormes lacunes entre les pays exportateurs de la culture de la mondialisation et les pays du tiers monde. En plus elle a augmenté la marginalisation du rôle des nations faibles et leurs capacités à contrôler leurs politiques intérieures, ce qui se reflétera inéluctablement sur leur autorité (1999, دبة).

Nous pensons que l'évolution de la pensée économique et l'accroissement de la mondialisation n'est pas un simple discours qui cherche à imposer la libéralisation et la déréglementation des

économies comme le disent certains altermondialistes. La mondialisation est une réalité qui se construit, qui se développe et qui essaie de s'adapter aux circonstances en même temps que ses efforts de faire adapter et intégrer les éléments politiques, sociaux et culturels de certaines régions du monde qui refusent pour différentes raisons de se mondialiser et de s'internationaliser. Par ailleurs, les politiques d'ajustement structurel adoptées par plusieurs pays sous les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale, ont eu un grand impact sur les évolutions que subissent l'éducation et le système éducatif.

La décentralisation et la privatisation qui consistent successivement à transférer certaines compétences de l'état à des collectivités locales élues et à des acteurs privés, sont conçues comme des politiques de réforme associées à la mondialisation. Dans ce cadre, l'état est désormais appelé à limiter son intervention dans le domaine des services éducatifs. Son rôle essentiel consiste à faciliter l'accès des investissements privés et à limiter parallèlement son intervention dans l'offre des services et le financement de l'éducation. Cette politique conduit à l'instrumentalisation de l'éducation au profit de la croissance économique, en privilégiant la formation de ressources humaines selon les besoins du marché en main d'œuvre. Les savoirs et les compétences offertes par le système éducatif public seront de plus en plus définis par les acteurs privés du marché. La décentralisation et la privatisation de l'éducation engendreront la diversification de l'offre éducative. Dans ce cadre, les ressources financières deviendront un déterminant à l'accès aux différents établissements éducatifs. Elles accentueront les écarts entre les différentes zones et les différentes classes sociales d'une même nation (1999, دبلة).

Nous constatons que la mondialisation a entraîné une nette augmentation des échanges commerciaux et économiques, mais également une multiplication et l'accélération des échanges culturels et sociaux. Toutefois, cette croissance économique ne s'est pas faite sans éveiller les critiques. Les conséquences de la mondialisation sont loin d'être homogènes, car elle a engendré des inégalités de revenus et de développement, conséquences qui ont eu beaucoup d'effets négatifs sur la vie sociale des pays du tiers monde.

3.2. Dimension sociale de la mondialisation :

La situation économique imposée par les pays développés aux pays pauvres aura sans doute des conséquences négatives sur la situation sociale de ces derniers. Beaucoup de pays sous l'influence de la politique de la mondialisation sont déstabilisés par la perte des valeurs qui garantissaient leur stabilité. Les grands changements qu'ont connus les économies des pays sous-développés après la deuxième guerre mondiale et la chute du pôle communiste, ont donné un coup fatal au niveau économique, social et politique de ces pays. Cette politique a contribué à la dislocation de la société, en amplifiant l'écart entre les riches et les pauvres et en faisant disparaître la classe moyenne qui pesait fort dans ces pays. La culture de la mondialisation tend à faire disparaître les spécificités régionales. L'appel à l'uniformisation et la généralisation des cultures et des idées va à l'encontre de la nature humaine (Warnier, 1999).

Cette politique a aussi contribué à l'apparition de beaucoup de phénomènes comme le chômage, l'analphabétisme et autres fléaux sociaux liés à la pauvreté. (2004, غربي، قيرة،) La mondialisation implique un grand sens de la laïcité, ce qui fait triompher la notion matérielle sur n'importe quelle autre notion : spirituelle ou éducationnelle. Elle réduit aussi l'être humain à ses dimensions matérielles consommatrices et même charnelles, ce qui est sans aucun doute une atteinte à la valeur de l'être humain et à sa dignité. L'un des effets confirmés de La mondialisation est l'explosion du taux de chômage à travers le monde et même dans les pays développés et industrialisés, par exemple « Le taux de chômage en France est passé de 2,5% en 1990 à 11% en 1995, et en Allemagne de 1% à 10% durant la même période. » (2000, حامد) Et même si le travail a toujours été la valeur cardinale de la société occidentale et la base du développement et du progrès scientifique et technique de l'occident, nous constatons que de nos jours à l'ère de la mondialisation, les valeurs du travail sont en régression à cause des nouvelles mutations

économiques, sociales et culturelles engendrées par la mondialisation qui favorise des nouvelles valeurs différentes de celles qui ont toujours dominé les sociétés industrialisées.

En réaction à cette situation, on a vu émerger des sensibilités politiques et sociales mondiales qui revendiquent et manifestent pacifiquement pour un développement équitable et durable. Ce nouveau courant politique, social et culturel est contre le productivisme et l'utilitarisme du système actuel. Il appelle à la réalisation de soi à travers d'autres expressions tout en cherchant à relativiser l'importance du travail dans la vie des personnes. La découverte d'autres civilisations et cultures dans lesquelles on s'arrête volontiers de travailler dès que les besoins fondamentaux sont satisfaits, a peut-être contribué à l'émergence de ce type de pensée dans la société occidentale où les nouvelles générations sont confrontées à de vrais problèmes identitaires.

Par ailleurs, la mondialisation et l'ouverture économique ont engendré un ensemble de changements sociaux économiques très importants. On assiste désormais, à un grand décalage entre les compétences de la main d'œuvre d'un côté et les qualifications requises par le marché de l'emploi de l'autre côté. La mobilité, la flexibilité, l'adaptabilité et la polyvalence sont devenus les nouveaux termes significatifs du marché de l'emploi. Dans le cadre de cette mondialisation néolibérale, les nouvelles politiques éducatives adoptées par certains pays, ont comme effets directs l'augmentation des taxes de scolarité supportées par les parents et les élèves, la multiplication des acteurs privés et publics, nationaux et étrangers impliqués dans la gestion du système éducatif et de formation (Rapport mondial sur la culture : diversité culturelle, conflit et pluralisme, 2000). Situation qui a eu des effets indésirables sur l'accessibilité à l'enseignement surtout dans les régions pauvres.

La décentralisation et la privatisation n'ont fait qu'accroître les inégalités sociales en matière d'éducation entre les zones urbaines et rurales d'un côté et entre les pauvres et les classes sociales plus aisées de l'autre. En Afrique du sud par exemple, les statistiques montrent une nette hausse des frais d'école demandés aux parents d'élèves : Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'éducation en 1996, le pays assiste à un phénomène de segmentation du système éducatif. D'une part, il y a les écoles à tarifs élevés réservées majoritairement à la population blanche et d'autre part, il y a les écoles dites indépendantes qui accueillent essentiellement les élèves noirs. Les établissements éducatifs sont de plus en plus hiérarchisés en fonction des financements et des acteurs privés. La réduction des dépenses publiques en matière d'éducation a obligé le ministère à réduire à la fois les salaires et les effectifs. Ce qui a provoqué une grande faiblesse au niveau de la qualité d'éducation et le départ d'un grand nombre d'enseignants vers le secteur privé. En outre ce système a imposé aux écoles et aux institutions éducatives de modifier leur offre en fonction des changements économiques et des besoins du marché. En matière de formation professionnelle, la mondialisation préconise de plus en plus de main d'œuvre qualifiée, ce qui se répercutera sur le marché du travail, en mettant à l'écart les travailleurs qui sont peu ou pas qualifiés. (2000, حامد) Une situation qui aura des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat avec tout ce qui suit de dégradation de niveaux de vie et augmentation des maux sociaux comme la délinquance, la consommation de la drogue, le vols et autres.

3.3. Dimension politique de la mondialisation :

Avec l'avènement de la mondialisation, la logique du plus fort a dominé la politique mondiale. Après la chute du pôle communiste, l'apparition d'une nouvelle politique internationale a fait de la mondialisation une nouvelle philosophie internationale qui doit être imposée à travers le monde en prétendant unir et améliorer la politique internationale avec des slogans appelant à la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. Le meilleur exemple de cette politique demeure l'intervention des États Unis d'Amérique dans les affaires intérieures des pays comme l'Iraq et la Syrie et la négligence de tout ce qui peut bien arriver en Palestine. L'importance de l'État-nation ne cesse de régresser devant les institutions supranationales qui prennent de plus en plus

de décisions. Les entreprises multinationales réduisent certainement les pouvoirs des États-nations en les plaçant en concurrence les uns contre les autres, elles installent leurs unités de production dans les pays où la main d'œuvre est la moins bien rémunérée.

Le système politique mondial est à la base un système interétatique dans le sens où les États-nations souverains sont les composantes principales de la société mondiale. En effet, c'est essentiellement après la fin de la guerre froide et la défaite de l'ex-empire de l'URSS, que la plupart des États sont entrés dans une phase de coopération et d'échanges multiples sous la pression des grands changements socio-économiques et la défense des intérêts économiques et politiques de chaque État-nation. Aussi, l'évolution technologique et le développement économique et commercial ont beaucoup changé et transformé la nature même de ce qui est national et étranger. Car sous l'effet de la mondialisation, la majorité des pays du monde semblent actuellement incapables d'adopter des politiques économiques et sociales nationales indépendantes, y compris dans le domaine des politiques éducatives. À cet égard, le processus de la mondialisation qui se traduit essentiellement par la libéralisation du système éducatif, est généralement associé à la participation croissante des institutions internationales dans l'élaboration des politiques éducatives. L'aide au développement accordée aux pays du sud est conditionnée par l'application de plan d'ajustement structurel qui impose des recommandations politiques, économiques et budgétaires rigoureuses sur les pays concernés. L'intervention des nouveaux acteurs privés dans le financement, la gestion et le contrôle des établissements scolaires, montrent bien le rôle qu'occupent les acteurs privés dans la sphère de l'éducation et l'élaboration des politiques éducatives. La mondialisation ne serait-elle pas devenue la nouvelle forme de domination coloniale ?

3.4. Dimension culturelle de la mondialisation :

La mondialisation constitue un processus à plusieurs dimensions qui modifie profondément la société et transforme durablement les rapports entre le local, le régional et le global qui sont entrés dans une véritable confrontation. Sous l'effet des technologies avancées des médias, des images, de la finance et des débats internationaux, de nouveaux milieux et concepts se découvrent et se mélangent. Aussi, des nouveaux centres d'intérêts culturels, économiques et politiques apparaissent-ils et influencent-ils la conscience et le comportement de l'homme moderne. Cela induit à une société mondiale et transnationale qui n'est plus caractérisée par la clarté et l'uniformité, mais par la diversité, la différence et la complexité (Rapport mondial sur la culture : diversité culturelle, conflit et pluralisme, 2000).

La mondialisation engendre aussi un état de déséquilibre qui oblige par conséquent l'éducation et la formation à réviser leurs certitudes et à relativiser leurs caractéristiques nationales. Il ne s'agit pas seulement de s'ouvrir à des nouveaux environnements, il faut aussi s'intéresser et savoir se servir davantage de ce qui est étranger. Car de nos jours on assiste à une sorte de superposition entre le local, l'universel et le singulier. On assiste également à l'émergence de nouvelles formes de complexité culturelle et sociale relativement autonomes. Le discours dominant nous parle d'une nouvelle civilisation humaine mondiale multi culturaliste et de coexistence entre les différentes cultures. La mondialisation favorise un enrichissement et une diversification des modes de vie et de la culture, par la possibilité d'accéder à toutes les cultures et civilisations dans une phase appelée conventionnellement le multiculturalisme (Carton et al., 1999). Cependant, l'observation attentive et l'analyse profonde de ce qui s'est passé depuis quelques années et qui persiste jusqu'à nos jours, nous démontre sans doute l'ampleur de l'uniformisation qui se construit et qui découle des grands enjeux planétaires au niveau économique, politique et géopolitique. En effet, cette uniformisation est une résultante de la domination quasi-totalitaire de certaines puissances mondiales, notamment les États-Unis d'Amérique.

Cette domination n'est pas seulement de nature économique et politique mais elle est aussi culturelle et comportementale. Pour l'individu, la mondialisation peut amener à une

contradiction forte qui dégage les aspects contradictoires de la confrontation entre la particularité individuelle et sociétale et les nécessités de la mondialisation. Cet individu qui veut d'une part, préserver sa culture et les traditions de la société dans laquelle il est né et a reçu son éducation, et d'autre part s'adapter et s'ajuster aux nouvelles normes et valeurs imposées par la mondialisation. C'est une contradiction qui nous paraît très difficile à surmonter par un grand nombre de gens, car dans cet environnement l'insécurité « devient la seule valeur universelle » (Carton et al., 1999). C'est un environnement où les différents éléments de la vie deviennent sans cesse mobiles, flexibles et changeables.

La mondialisation entraîne également beaucoup plus d'exclusion et d'inégalités économiques et éducatives. Elle pourrait être une source de conflits entre différents groupes qui préconisent simultanément des identités contradictoires au sein de la même société. La libéralisation du commerce des services éducatifs « permettra de faire circuler un savoir de plus en plus standardisé et lié aux besoins à court terme du marché » (Ndoye, 1997). Toutes ces transformations se feront au dépend des autres finalités de l'éducation telles que l'intégration, la cohésion sociale, la solidarité, l'égalité, l'inclusion, la construction et le développement d'identités personnelles sociales et culturelles, le développement de la pensée critique et la valeur de coopération qui se trouveront de plus en plus marginalisés. Pour Mamadou Ndoye, « la privatisation de l'éducation va énormément affaiblir l'école publique et les valeurs locales de l'Afrique transmises par cette école. Dans le cadre de cette nouvelle ère de mondialisation, la société africaine se trouvera de plus en plus « dans un environnement marqué par l'hégémonie d'un modèle culturel, hégémonie liée aussi à l'explosion médiatique qui envahit la société dans tous ses domaines » (Tilak, 1997).

La multiplication des efforts de l'UNESCO comme organisation internationale spécialisée dans les questions éducatives, pourront aider à améliorer la situation économique, sociale et culturelle dans le monde. Quant à l'aide au développement, elle doit être également orientée vers la garantie et la promotion des droits de l'Homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels. Pour lutter contre les problèmes économiques et sociaux dont souffrent les sociétés en voie de développement, la généralisation d'une éducation publique et gratuite pourrait être un moyen essentiel qui peut contribuer à atteindre les objectifs définis par la communauté internationale à savoir : l'élimination de la famine, de la pauvreté et de toutes les formes de misère dans le monde, notamment dans les pays en voie de développement. Car comme l'a déclaré le secrétaire de l'organisation Internationale de l'Education, nous pensons que l'éducation publique est un outil largement efficace qui « contribue à la diminution des inégalités et favorise la cohésion sociale de même que le progrès national » (Deuxième congrès mondial de l'Internationale de l'Education, 1998).

4. L'éducation et le défi scientifique et technologique :

Il convient tout d'abord de dire que la mondialisation est un phénomène moins fortement vécu au sud qu'au nord. En réalité la mondialisation reste essentiellement un produit occidental exporté, diffusé et imposé aux pays du sud par différents moyens. Aussi, c'est grâce aux moyens de communication et aux médias que la mondialisation s'implante et s'impose avec ses différents aspects sur les réalités et les structures économiques, politiques, sociales et culturelles dans les pays du sud, où les institutions traditionnelles reculent et cèdent leur place aux nouvelles institutions apportées par le nouveau système mondial. Par ailleurs, ce qui aggrave encore la situation, c'est que les élites qui gouvernent les pays du sud, tiennent dans leur majorité un discours mondialiste libéral, qui soutient la même idéologie et le même discours des institutions internationales notamment celui de la Banque Mondiale et du FMI. L'élite gouvernante dans les pays du sud, ignore à cet égard et marginalise les réalités et les spécificités géographiques, historiques, sociales et culturelles dans son propre pays. Néanmoins, la mondialisation reste très contestée dans son ordre théorique et pratique dans certains milieux de ces pays. Car d'après certains penseurs, la mondialisation soulève plusieurs questions d'ordre

conceptuel et pratique. Et elle reste un concept très ambigu porteur d'idéologie et de croyance vagues, comme nous l'indique Mvé Ondo : « la mondialisation est un concept flou et ambigu, c'est un concept qui n'a aucune consistance et il est peu scientifique » (Mve Ondo, 2003).

En s'interrogeant sur la scientificité du concept de mondialisation employé dans chaque type de discours, le directeur de l'AUF ajoute : « Nous sommes devant un concept qui a des contours multiples et qui décrit des réalités différentes selon les acteurs ». (Mve Ondo, 2003) Selon Mvé Ondo la mondialisation qui apparaît comme une série de visions globales qui représentent la fin de l'histoire et l'occidentalisation du monde, ne peut pas être reprise sans interrogation dans l'élaboration des politiques de développement dans les pays du sud. Le rôle de l'intellectuel africain c'est de questionner la mondialisation et de l'interpréter pour la faire adapter aux circonstances et aux réalités locales. L'actuelle mondialisation favorise une minorité riche et instruite au détriment d'une vaste majorité pauvre et beaucoup moins éduquée (Comeliau, 1999).

Plusieurs études et statistiques en la matière démontrent que la mondialisation a profité jusqu'à présent essentiellement aux économies avancées. C'est une mondialisation qui sème l'exclusion à la fois à travers les pays et en leur sein. Selon cette thèse, la société se divise en deux camps : ceux qui profitent des avantages de la mondialisation et qui sont par conséquent au cœur de la société et ceux qui ont de la peine à vivre au jour le jour et qui essaient de s'accrocher à la périphérie sociale. La question d'inégalité et de redistribution de richesse reste au cœur du problème même dans les pays à économies riches. C'est aussi une vraie menace pour la cohésion sociale. D'après Michel Chossudovsky: (Chossudovsky, 1998) « depuis le début des années 1980, les structures de l'économie mondiale ont changé en profondeur. Les institutions financières internationales et en particulier le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale, ont forcé l'application de ces changements d'abord dans le tiers-monde, puis plus récemment dans les pays de l'est de l'Europe. »

Les conséquences du nouvel ordre financier qui se nourrit de la pauvreté et de la destruction de l'environnement sont incontestablement illimitées. Ce système engendre d'après Chossudovsky, un véritable apartheid social. C'est un système qui encourage le racisme et les conflits ethniques et s'attaque aux droits des femmes et aux couches sociales vulnérables dans les pays d'Afrique, en Asie, en Amérique latine, en ex-Union Soviétique et en ex-Yougoslavie. Quant à Noam Chomsky (Ziegler, S.D.) il considère que les politiques de "réformes" économiques imposés par les institutions internationales, font obstacle à toute planification nationale et à toute véritable politique de développement. Les structures qui sont mises en place par le système mondial mènent à un monde d'inégalité croissante. Un monde qui sert les intérêts d'une minorité privilégiée et puissante au détriment d'une vaste majorité pauvre.

Dans ce contexte les pays en voie de développement en général, et plus particulièrement les pays arabes ne doivent pas rester otages de la marginalisation qu'engendre la mondialisation. Il devient impératif d'œuvrer pour le développement de leurs ressources humaines et matérielles de manière scientifique. C'est dans ces cas qu'apparaît l'intérêt du système de formation et d'éducation comme facteur du changement qui ne sera possible que s'il y a une volonté de changement. Certains pays tel que les pays de l'est de l'Asie, comme le Taiwan et la Malaisie ont relevé de défi. Ces pays ont compris que le meilleur investissement est dans l'éducation et la recherche scientifique et surtout dans la promotion de la relation entre les établissements éducatifs et les autres secteurs socio-économiques, car c'est le seul moyen capable de résoudre leurs différents problèmes qu'ils soient économiques ou sociaux. François Orivel (1999) nous explique que l'une des raisons majeures du succès de ce que l'on a appelé la « révolution verte » en Asie du Sud, qui a permis d'améliorer significativement la sécurité alimentaire dans cette région, a été la qualité des innovations technologiques proposées aux agriculteurs et l'efficacité des moyens mis en œuvre pour diffuser ces innovations auprès d'eux. Une telle stratégie repose sur deux piliers : une recherche expérimentale performante et des services de vulgarisation bien

conçus (Orivel, 1999). En revanche les pays arabes peinent toujours à relever le défi scientifique, car ils ne se sont pas suffisamment intéressés à ce domaine où on déplore une insuffisante mobilisation de la recherche pour améliorer la productivité, ce qui les place comme consommateurs et non producteurs des différentes richesses et services qu'elles engendrent.

L'éducation telle que la définit le penseur Américain Theodore Shultz est « une action d'investissement et la capacité productive de l'emploi, elle est un moyen de production. Nous nous construisons et érigeons nos capacités, et dans cet ordre d'idée les ressources humaines viennent des investissements dans lesquels l'éducation occupe une place importante » (Shultz, 1997). Au Japon par exemple 90% des thèses de magistère cherchent à trouver des solutions aux problèmes industriels des entreprises japonaises, tandis que dans les pays arabes ce genre de thèses ne représente que 2%. Cela explique le gouffre grandissant qui sépare les pays développés des pays du tiers monde et qui a déstabilisé les rapports internationaux. Ces pays ne participent ni dans la rénovation et la modernisation des systèmes éducatifs, ni à mettre de nouveaux programmes capables de former la main d'œuvre dont a besoin le marché de l'emploi. La maîtrise des technologies modernes et de la science apparaît comme le meilleur moyen d'aider ces pays à résoudre leurs problèmes à aborder positivement la mondialisation, car elle est à l'origine de tous les changements des structures économiques et sociales. C'est pourquoi le rôle négatif des pays du tiers monde apparaît clairement, ce qui nous pousse à considérer les sciences et les technologies comme la base de tout développement. (Sabato, 1980) Ce qu'ont réalisé l'informatique et la technologie de la communication par exemple dans le domaine de la recherche est une grande victoire de l'Homme. Car Internet couvre aujourd'hui différents domaines de la vie moderne. La maîtrise des technologies modernes dans le cadre de l'éducation ou autre, est devenu une priorité pour les écoles et les universités à travers le monde, car tout retard ou défaillance dans ce domaine se transformera en véritable danger pour le présent et le futur de ces peuples. Ce qui confirme l'idée de Philippe Combes : « toute nation qui aspire à accéder au développement économique, à participer dans la vie internationale complexe et à bénéficier du respect de la communauté internationale, devra certainement former son peuple ». (1998, غنيمية)

C'est pourquoi le développement des systèmes éducatifs dans le cadre de la culture internationale et du profit des expériences précédentes est devenu une nécessité économique, sociale, et culturelle, pour les sociétés qui aspirent à une vie meilleure, car le développement de la société ne dépend plus des ressources naturelles mais plutôt des ressources humaines. L'éducation et la recherche scientifique sont donc le meilleur investissement capable de rapporter beaucoup de bénéfices pour le développement des sociétés leur permettant ainsi à résister aux aléas de la mondialisation.

En ce qui concerne l'Algérie en plus des difficultés héritées du système colonial (surtout dans le domaine de l'éducation), elle s'est retrouvée comme tous les pays du tiers monde obligée de faire face aux différents défis de la Mondialisation. Les changements rapides dans le nouvel ordre mondial ont eu des répercussions profondes sur les structures sociales et économiques. Les engagements de l'Algérie avec la Banque Mondiale et le FMI par exemple, ont détérioré les situations économiques, sociales et même politiques et éducatives : Augmentation des ressources fiscales moins rapide que celle des dépenses, creusement des déficits, dette publique croissante en particulier de la dette extérieure. Pour faire face à ces déficits croissants, la solution est limitée : réduire les dépenses dans tous les secteurs, augmenter les impôts ou emprunter. Ce qui nous pousse à poser une question pertinente : sommes-nous capable de nous adapter avec la nouvelle culture de la mondialisation ou non ? Tout en sachant que nous n'avons d'autres choix que de travailler sérieusement pour acquérir une stratégie d'adaptation avec cette nouvelle culture. Car face à ces défis l'Algérie doit rassembler toutes ces forces matérielles et humaines, pour effectuer des changements radicaux conformes à la stratégie du « compter sur

soi », et créer des mécanismes de collaboration entre les différents pays au niveau continental ou international.

Si l'Algérie compte arranger sa situation et ses investissements des ressources matérielles et surtout humaines pour accéder au développement, elle devra rationaliser sa politique économique, sociale et éducative et encourager la recherche scientifique et la développer, afin de pouvoir jouer un rôle d'influence dans le mouvement effréné de la mondialisation et ses répercussions (2001, قفيرة). Parce que tout plan de développement en dehors du cadre de l'éducation est sans aucun doute un plan voué à l'échec. Car nous sommes en face d'un phénomène lié au savoir scientifique et technologique moderne, et à la diffusion de la nouvelle culture politique et économique imposée par des pays économiquement, scientifiquement et technologiquement développés (2001, سلاطينية).

Il apparaît que le lien entre l'éducation et le développement est une relation éristique et de complémentarité, car la croissance économique et l'augmentation du revenu ont besoin de cadres bien formés et cela ne se fera qu'à travers l'éducation et la formation. D'autre part le développement économique permet d'investir dans l'éducation et l'enseignement. Selon une étude réalisée par Lau, Jamison et Louât (1990), une augmentation de 10 % du niveau moyen d'éducation de la population active a engendré 1,7 % de croissance économique additionnelle en Amérique latine, 1,3 % en Asie de l'Est, 1 % au Moyen-Orient, et seulement 0,3 % en Afrique subsaharienne. La contribution de l'éducation à la croissance en Afrique subsaharienne est ainsi environ cinq fois inférieure à celle des régions plus performantes. Une autre étude, réalisée par Lau, Jamison, Liu et Rivkin (1991), apporte par ailleurs un éclairage supplémentaire sur la situation de l'Afrique subsaharienne. Elle met en évidence un effet de seuil : lorsque les investissements éducatifs ne sont pas suffisamment massifs, ils ne parviennent pas à enclencher un processus de croissance économique soutenue (Orivel, 1999). De telles situations prouvent à quel point ce millénaire sera celui des grands défis scientifiques et technologiques pour les pays en voie de développement.

5. Les défis de la mondialisation :

Ce qu'on peut constater dans le paysage d'aujourd'hui, c'est que la mondialisation vise la création d'une société unifiée dans un processus complexe et inachevé qui déploie tous les moyens et les efforts pour assimiler l'autre, ignorer son identité et le recycler pour qu'il soit économiquement utile. L'actuelle mondialisation ne favorise pas un développement économique véritable à l'échelle mondiale. Au contraire, elle ne conduit qu'au « développement étroitement localisé des centres d'affaires où sont installés les grandes firmes, les banques, les assurances, les services marketing et de commercialisation, les marchés financiers... » (Carton, et al., 2003).

Quant à l'éducation, la politique des institutions internationales en matière d'éducation est en réalité inséparable de leur conception générale. Les bailleurs de fonds tiennent simultanément deux discours contradictoires : D'une part, ils parlent de la nécessité de la scolarisation et de la généralisation de l'éducation de base dans les pays du sud pour réduire la pauvreté. Et d'autre part, ils imposent aux pays de réduire les dépenses publiques par tous les moyens. Ainsi la réduction des dépenses publiques est présentée comme une condition indispensable pour la croissance économique. L'intégration de tous les pays au marché mondial implique pour l'éducation, l'ouverture de cette dernière sur la concurrence et le commerce international, ce qui implique la réduction des dépenses éducatives consacrées par l'Etat à ce secteur.

Dans les pays du sud, la question du contrôle des établissements scolaires, du financement de l'accès équitable à l'éducation, de la multiplication des acteurs et des logiques éducatives et la segmentation de la sphère éducative posent des grands problèmes (Carton, et al., 2003). A cet égard, l'analyse des nouvelles politiques éducatives montre que la décentralisation et la privatisation qui sont appliquées dans certains pays comme l'Afrique du sud, le Vietnam et le mali, dans le cadre de la réforme des années 90, ont eu un grand impact sur le système éducatif

des pays concernés. Les différents chiffres avancés insistent sur l'augmentation des taux de scolarisation dans ces pays durant les dernières années mais ils nous parlent très rarement de la « disparité de l'offre éducative » et ses conséquences sur l'accroissement des inégalités entre les différentes régions et les différentes composantes de la société (Carton, et al., 2003).

La qualité de l'enseignement offert par les différents établissements dans les pays du Sud, semble être négligée par les instances responsables, ce qui se traduit par un manque de politique éducative participatives ce qui est une grande lacune dans les reformes de systèmes éducatifs. Dans le cadre de ces politiques, la participation des populations se limite souvent à la contribution au financement et à l'entretien des écoles. Leur participation dans l'élaboration des politiques éducatives et dans la prise de décision est, dans la plupart des cas, complètement ignorée.

Enfin, ce qui est important à retenir c'est que dans les pays du sud, notamment en Afrique, l'éducation doit avoir comme mission principale la promotion de l'identité culturelle et « la formation d'un potentiel endogène suffisamment large pour réaliser le développement durable. » (Ndoye, 1997) Les pays du sud sont à cet égard rigoureusement appelés à construire et à développer leurs propres modèles d'éducation en fonction de leurs propres histoires, cultures et besoins. Dans les pays sous-développés, l'action éducative doit avoir comme objectifs essentiels l'épanouissement de la personne humaine dans toutes les dimensions de la vie et la contribution à la promotion d'une nouvelle mondialisation plus démocratique et socialement plus équitable. Une mondialisation capable de recevoir, sans exclusion, l'apport de toutes les nations et les régions du monde. Face à ces défis nous ne pouvons que nous adapter à la culture de la mondialisation avec toutes ses dimensions, sans porter atteinte aux principes et aux fondements de la nation.

La réalisation de ces défis demande un certain nombre de conditions, nous en citons quelques-unes :

1. Elaborer un système éducatif qui protège les droit et les libertés des individus, et respecte leurs dignité car l'individu est l'acteur principal dans la construction d'une civilisation moderne et résistante aux différents défis qui l'attendent.
2. Propager et diffuser un certain nombre de valeurs éthiques et sociales garantissant le maintien de l'identité et de la culture, tout en changeant les mentalités en fonction de ce qui va avec les nécessités du moment.
3. Former des générations capables d'assumer les responsabilités et relever les défis, croyant en la philosophie du changement et du développement contre la philosophie des lamentations et de la destruction.
4. Mettre au point des plans de développement dans le cadre de politiques éducatives raisonnables, pouvant satisfaire les besoins de la société, en définissant les problèmes en toute objectivité et en cherchant sérieusement à les résoudre.
5. investir dans le développement scientifique et technologique car c'est le seul moyen qui nous permettra de sortir de cet engrenage qu'est la mondialisation, en adoptant une politique scientifique et culturelle basée sur les origines et les fondements de la civilisation Arabo - Musulmane.
6. Raviver les rapports entre les établissements éducatifs et les autres secteurs sociaux - économiques.
7. Maintenir le principe d'authenticité et de modernité et être ouvert aux sciences et cultures des autres peuples.
8. Concevoir des politiques éducatives plus efficaces que celles qui prédominent aujourd'hui, notamment dans les domaines de l'approvisionnement et la gestion des effectifs nombreux, de l'organisation, de l'élaboration des curriculums et de la qualité des infrastructures.

6. Conclusion :

Afin de réussir une véritable politique de développement, l'Algérie comme tous pays en voie de développement, ne doit pas compter seulement sur la politique du développement économique, mais il faut favoriser l'existence de conditions sociales adéquates et plus généralement un environnement propice à la valorisation du capital humain, dans le cadre d'une politique éducative efficace qui traite l'élément humain comme l'origine véritable du développement socio-économique visé. Tout au long de ce travail nous avons tenté de présenter d'une manière générale, le cadre conceptuel général et le contexte économique, financier et politique global dans lequel la mondialisation est apparue comme un nouveau système économique et politique mondial.

Dans cette perspective, la mondialisation est largement perçue comme une nouvelle vision globale qui va bouleverser le mode de vie déjà existant et imposer son propre mode de vie à tous les habitants de la planète, en dépit des frontières géographiques, les différences linguistiques, sociales et culturelles des populations dans le monde... C'est le début d'une nouvelle ère dans l'histoire humaine ; C'est un nouveau système mondial qui s'impose aux populations et les états nations, par certaines puissances qui veulent de plus en plus contrôler la sphère économique et politique mondiale.

Nous avons concentré notre analyse sur les conséquences de la mondialisation sur l'éducation comme un service public vital et un droit humain fondamental. Dans ce cadre, nous avons mis en évidence le rôle de l'état et celui des pouvoirs publics dans la garantie et la protection de l'éducation pour l'ensemble de la population. L'éducation doit être orientée vers le plein épanouissement de la personne humaine et le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Comme l'a dit Jacques Delors, «l'éducation doit être au service d'un développement humain plus harmonieux, plus authentique, afin de faire reculer la pauvreté, l'exclusion, les oppressions, et les guerres.

7. Bibliographie :

• Livres :

- Ariès Philippe et al. (1999), Histoire de la vie privée, vol. 1, De L'Empire Romain à l'an mil, Seuil, Paris ;
- Carton Michel, Lagier Fabienne et Weyer Frédérique (1999), mondialisation économique et politique de l'éducation, IUED, Genève ;
- Carton Michel, Lagier Fabienne et Weyer Frédérique(2003), Rapport secteur Education, savoir, mondialisation, inégalités, éducation, IUED, Genève ;
- Cherkaoui Mohamed(1986), Sociologie de l'éducation, PUF, Paris ;
- Freedman Thomas (2006), La terre est plate. Une brève histoire du XXIe siècle, trad. Laurent Bury, Éditions Saint-Simon, Paris ;
- Sabato George A. (1980), La science la technique et l'avenir de l'Amérique latine, Paris ;
- Shultz Theodore(1997), Le coût économique de l'éducation, trad. : Afifi Med el- Hadi, bibliothèque Anglo-Egyptienne, le Caire ;
- Warnier Jean Pierre (1999), La mondialisation et la culture, La Découverte et Syros, Paris ;

• Articles et Publications :

- Comelieu Christian(1999), Les défis de la mondialisation, Le Monde diplomatique, Octobre 1999 ;
- Mitri Tarek (1997), le dialogue interreligieux et interculturel dans l'espace méditerranéen à l'heure de la mondialisation, mondialisation économique et politique de l'éducation, Perspectives, numéro 101 ;
- Ndoye Mamadou (1997), Mondialisation, développement endogène et éducation en Afrique, Mondialisation économique et politique de l'éducation, numéro 101 ;

- Tilak Jandhayla B.G. (1997), Les effets de l'ajustement sur l'éducation : l'expérience asiatique, Mondialisation Economique et Politique de l'éducation, numéro 101 ;
 - **Article de séminaire :**
 - Deuxième congrès mondial de l'Internationale de l'Education(1998), Washington D.C., du 25- 29 juillet 1998, Etats-Unis ;
 - Mve Ondo B. (2003), La mondialisation : la quête du sens, Colloque international de philosophie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), 23 juin 2003, Dakar ;
 - **Sites web :**
 - Chossudovsky Michel (1998), La mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial, Ottawa, In : www.ecosociete.org : (Consulté le 15/10/2019).
 - Ghorra-Gobin Cynthia (20/12/2017), «Notion en débat :Mondialisation et globalisation », Géo confluences, In : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/mondialisation-globalisation>, (Consulté le 20/09/2019)..
 - McDowall Duncan (2004), La somme des satisfactions : Le Canada à l'ère des comptes, McGill- Queen's University press, Montréal, in : www.canadianeconomy.gc.ca : (Consulté le 20/12/2019).
 - Orivel François (1999), Éducation et développement, ÉDUCATION ET FORMATION, CNRS Éditions, p. 221-250, in : <https://books.openedition.org/editions-cnrs/31401?lang=fr> (Consulté le 15/01/2020).
 - Rapport mondial sur la culture : diversité culturelle, conflit et pluralisme, 2000, in : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000122411>: (Consulté le 30/11/2019).
 - Varón, Paloma (2003), Forum mondial de l'éducation. Un passionnant moment d'échanges et de débats, article sur le 2e Forum mondial de l'éducation, Porto Alegre, http://institut.fsu.fr/nvxregards/20/forum_mondial_education_2003.htm. (Consulté le 19/01/2021).
 - Ziegler Jean (2003), Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leurs résistent, in : http://fr.wikipedia.org/wiki/Noam_Chomsky32 : (Consulté le 11/10/2019).
- حامد عمار (2000)، مواجهة العولمة في التعليم والثقافة، مكتب الدار العربية، القاهرة؛
- URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/mondialisation-globalisation> » (Consulté le 22/12/2019).

• **المراجع باللغة العربية:**

- غربي علي وقيرة إسماعيل (2004)، العرب وأمريكا بين التطوير والتطويع، مؤسسة الزهراء للفنون المطبعية، قسنطينة؛
- غنيمية محمد متولي (1998)، الوضع الراهن واحتمالات المستقبل، الدار المصرية اللبنانية، القاهرة؛
- **المجلات والدوريات:**
 - دبله عبد العالی (1999)، العالم العربي وتحديات العولمة، مجلة العلوم الإنسانية، جامعة منتوري، العدد 12؛
 - سلاطنية بلقاسم (1999)، حقيقة العولمة، مجلة العلوم الإنسانية، جامعة منتوري، العدد 12؛
 - سلاطنية بلقاسم (2001)، الجزائر وتحديات العولمة، منشورات جامعة قسنطينة؛
 - غربي علي (1999)، "العولمة وإشكالية الخصوصية الثقافية"، مجلة الباحث الاجتماعي، قسم علم الاجتماع، جامعة منتوري، العدد 2؛
 - قيرة إسماعيل (2001)، العولمة وموقع الجزائر من النظام العالمي الجديد-الجزائر والعولمة-، منشورات جامعة منتوري؛